

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 102.498 du 11 janvier 2002

A.99.739/VI-15.818

En cause : **1. WACKERS** Philippe,
 2. WACKERS Dominique,
 ayant élu domicile chez
 Mes François. REMY, Dominique REMY
 et Olivier BARTHELEMY, avocats,
 rue L.& V. Barré 32
 5500 Dinant,

contre :

la Commune de WALCOURT.

Partie intervenante :

LEMIELLE Bernard,
 ayant élu domicile chez
 Me J.-M. DISCRY, avocat,
 Rue Louvrex, 59
 4000 Liège.

LE PRESIDENT F.F. DE LA VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 24 janvier 2001 par Philippe et Dominique WACKERS qui demandent l'annulation de "la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Walcourt du 23 novembre 2000 en ce que la délibération litigieuse a accordé la location de terrains communaux, soit les lots 7 et 9 sur le territoire de Somzee attribués à un sieur Bernard LEMIELLE (bail de carrière), et, le lot numéro 8 sur le territoire de Somzee attribué à un sieur Dominique VAN BELLEGHEM (bail de carrière) alors que ces lots 7, 8 et 9 devaient être attribués aux sieurs Philippe et Dominique WACKERS";

Vu la requête introduite le 27 avril 2001 par Bernard LEMIELLE qui demande à intervenir dans ladite procédure en annulation;

Vu l'ordonnance n° 3195 du 10 mai 2001 accueillant la demande d'intervention

Vu le rapport de M. NIHOUL, Auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 93 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 14 décembre 2001 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 9 janvier 2002 à 09.30 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport M. HANSE, Conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me Gaël AZOGUI, loco Mes François, Dominique REMY et Olivier BARTHELEMY, avocat, comparaissant pour les requérants, Me Hubert DEMEESTER, avocat, comparaissant pour la partie adverse et Me E. GREGOIRE, loco Me DISCRY, avocat, comparaissant pour la partie intervenante;

Entendu, en son avis conforme, M. NIHOUL, Auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il résulte des pièces produites aux débats que la délibération attaquée du 23 novembre 2000 du Collège des bourgmestre et échevins de Walcourt a été annulée par arrêté du 19 mars 2001 du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique de la Région wallonne, et que, plutôt que d'attaquer cet arrêté, le collège échevinal de Walcourt a pris, le 22 mars 2001, une nouvelle décision d'attribution des lots; qu'ainsi, le recours est devenu sans objet, qu'il n'y a plus lieu de statuer, et que les dépens, puisque l'annulation intervenue est imputable à la partie adverse, doivent être mis à charge de cette dernière,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Il n'y a plus lieu de statuer.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 471 euros, sont mis à charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le onze janvier deux mille deux par :

MM. HANSE,	Conseiller d'Etat, Président f.f.,
HARMEL,	Greffier.

Le Greffier,	Le Président f.f.,
--------------	--------------------

P. HARMEL.

Ph. HANSE.